

©1989-2025 APM International

https://www.apmnews.com/depeche/238630/428392/on-n-a-pas-cracke-le%C2%A0modele-financier-et%C2%A0d-evaluation-des%C2%A0logiciels-d-aide-a%C2%A0la%C2%A0prescription-et %C2%A0a%C2%A0la%C2%A0la%C2%A0la%C2%A0decision-(cnam)&usid=238630

DÉPÊCHE - Mardi 07 octobre 2025 - 18:57

"On n'a pas cracké le modèle financier et d'évaluation" des logiciels d'aide à la prescription et à la décision (Cnam)

Mots-clés : #établissements de santé #agences sanitaires #assurance maladie #informatique #investissement #HAS #diagnostic #médecins #achats #accès au marché #CHU-CHR #congrès

(Par Sabine Blanc, à Nantes)

NANTES, 7 octobre 2025 (APMnews) - "On n'a pas cracké le modèle financier et d'évaluation qui permet aux professionnels et aux établissements de santé de s'équiper des meilleurs outils numériques d'aide à la prescription et à la décision" (LAP/LAD), a estimé la directrice déléguée de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam), Marguerite Cazeneuve, mardi lors du salon City Healthcare à Nantes.

La Cnam entend rendre l'usage de ces outils, intégrant notamment de l'intelligence artificielle (IA), obligatoire d'ici à 2030, avec l'objectif d'améliorer la qualité, la sécurité et la pertinence des prescriptions (cf <u>dépêche du</u> 25/06/2025 à 13:23).

Il y a "énormément d'innovations" prometteuses dans ce domaine, mais "les intérêts ne se rencontrent pas entre le payeur, l'assurance maladie et peut-être les professionnels de santé, pour qui l'investissement dans de nouveaux outils qui ne sont pas immédiatement rentables pose question", a-t-elle analysé. "Il faut donc qu'on trouve un moyen de leur permettre de faire leur entrée sur le marché."

La dirigeante a évoqué "plusieurs voies possibles": "des appels à projets", "directement financer certains logiciels comme on l'a fait pour le Ségur", "payer les professionnels de santé" ou "les inciter à s'équiper". Ce dossier demande "encore une année de travail", a-t-elle estimé.

Selon elle, l'appui de la Haute autorité de santé (HAS) sera nécessaire "pour sélectionner les outils les plus performants".

La haute autorité a lancé cet été des travaux en vue de structurer l'évaluation des dispositifs médicaux (DM) numériques à usage professionnel, rappelle-t-on (cf dépêche du 27/08/2025 à 12:32).

"Sur l'IA, il y a besoin de réguler un peu les choses"

Interrogée sur la place des outils d'IA d'aide à la décision clinique dans les systèmes d'information hospitaliers (SIH), la directrice générale du CHU de Grenoble, Monique Sorrentino, a rappelé que certains étaient en place "depuis de nombreuses années", comme dans l'imagerie. Au point que désormais, "en base quand on achète des outils", leur usage est "vraiment facile, on ne s'en rend pas compte". En revanche, pour d'autres solutions, "nous nous sommes dotés de structures de gouvernance pour savoir si on y va ou pas, à quel prix, quel est le cas d'usage, quel est l'intérêt".

Monique Sorrentino, qui est aussi présidente de la commission des systèmes d'information et de l'e-santé de la conférence des directeurs généraux de CHU, a renvoyé la balle aux pouvoirs publics, estimant que, "sur l'IA, il y a besoin de réguler un peu les choses pour faire moins d'erreurs et accélérer l'innovation", afin d'éviter par exemple de reproduire ce qui a été fait avec le dossier patient informatisé (DPI).

Sur certains outils, "nous sommes sûrs qu'il y a des cas d'usage, il faut que la puissance publique nous les mette alors en base, soit dans les produits existants, soit en demandant aux éditeurs de logiciels de le mettre dans le cahier des charges", a-t-elle illustré.

D'autres outils "pourraient être mis à disposition par les groupements régionaux d'appui à l'e-santé (Grades), c'est-à-dire par la puissance publique, sachant qu'une fois [qu'ils sont] mis en place à une échelle régionale, tous les professionnels de santé en bénéficient de façon gratuite. Il peut donc être intéressant de mutualiser certaines acquisitions", a-t-elle encore estimé.

sbl/lc/lb/APMnews

[SBL7T3RP7L]

POLSAN - ETABLISSEMENTS INDUSTRIES DE SANTE CONGRÈS ENVOYÉ SPÉCIAL

Aucune des informations contenues sur ce site internet ne peut être reproduite ou rediffusée sans le consentement écrit et préalable d'APM International. Les informations et données APM sont la propriété d'APM International.

©1989-2025 APM International -

https://www.apmnews.com/depeche/238630/428392/on-n-a-pas-cracke-le%C2%A0modele-financier-et%C2%A0d-evaluation-des%C2%A0logiciels-d-aide-a%C2%A0la%C2%A0prescription-et%C2%A0a%C2%A0la%C2%A0decision-(cnam)&usid=238630